

L'asile, malgré le terrorisme islamiste : le drame des réfugiés syriens exige une réponse européenne

Autor(en): **Tille, Albert**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2015)**

Heft 2064

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1017265>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Vœux confédéraux

Place du marché, la leçon d'instruction civique de Simonetta Sommaruga

Jean-Daniel Delley - 07 janvier 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27060>

En moins de cinq minutes, dans un langage clair et imagé, la présidente de la Confédération a su caractériser ce que devrait être une économie à visage humain et une société démocratique.

Parlant depuis le marché de la place Fédérale, entre fruits et légumes, Simonetta Sommaruga ne s'est pas contentée d'[exprimer des vœux](#) convenus. En deux mots, elle est parvenue à qualifier tout à la fois le marché et le système politique helvétique.

Pour elle, le marché du coin représente à la fois la confiance et la proximité. Deux qualités que les penseurs libéraux estimaient indispensables au bon fonctionnement des rapports complexes entre offre et demande. Connaissance de son partenaire et informations

également partagées créent les conditions d'un échange optimal, nous enseignent les pères de l'économie de marché. Tout le contraire de nos marchés anonymes et imprévisibles qui dictent leur loi et permettent toutes les manipulations.

La mondialisation n'a pas pour autant éliminé le marché du coin. Elle l'a enrichi en élargissant l'offre à des produits du monde entier. Cette complémentarité entre traditions et ouverture au monde, c'est aussi ce qui fait vivre la Suisse.

La présidente de la Confédération n'a pas manqué de rappeler son attachement à la démocratie directe, comme elle l'a déjà évoqué dans plusieurs [interviews](#). Une forme de gouvernement qui implique également confiance

et proximité. Confiance dans les institutions, même lorsque certaines décisions - voir la votation du 9 février dernier - surprennent et déçoivent. Proximité et complémentarité des différents pouvoirs - peuple, parlement et gouvernement - qui garantissent le fonctionnement des institutions.

Entre poires et mangues, choux-fleur et carottes, Simonetta Sommaruga a su rappeler avec calme et simplicité la double dimension de notre identité: traditions et ouverture. Renvoyant dos à dos les passésistes qui ne voient notre salut que dans le repli et les technocrates pour qui la participation populaire représente une contrainte dépassée. Une grande et brève leçon d'instruction civique entre les stands du marché de la place Fédérale.

L'asile, malgré le terrorisme islamiste

Le drame des réfugiés syriens exige une réponse européenne

Albert Tille - 11 janvier 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27073>

Deux cargos pourris chargés de 1'200 Syriens lancés sans pilote sur les côtes italiennes troublent la digestion d'après Nouvel An. Le patron du HCR

[appelle](#) l'Europe à réagir face au nombre record des [personnes déplacées](#) dans le monde.

En Suisse, [27 organisations](#)

d'entraide demandent au Conseil fédéral d'accueillir 100'000 Syriens parmi les quelque trois millions qui ont fui leur pays depuis le début du

conflit. Mais le mouvement de solidarité en Europe n'est pas comparable à celui de 1975 envers les *boat people* vietnamiens, les Tchécoslovaques en 1968 ou les Hongrois en 1956.

Ils étaient de «bons» migrants, des victimes du communisme. Aujourd'hui, ce sont essentiellement des musulmans, victimes d'autres musulmans, qui débarquent dans une Europe confrontée à la fois à des démonstrations d'islamisme radical que l'on n'a guère su affronter, surtout à gauche, et à des manifestations de rejet global des musulmans: dans la France «*lepennienne*», en Grande-Bretagne, dans des pays plus inattendus comme le Danemark ou la Suède. N'oublions pas non plus que 57,5% de l'électorat suisse a interdit en 2011 la construction de minarets. Tout récemment en Allemagne, ce sont les «*patriotes contre l'islamisation de l'Occident*» ([Pegida](#)) qui se mobilisent - essentiellement dans les *Länder* de l'Est, où les migrants turcs sont pourtant peu nombreux. Et ce ne sont pas les appels ressassés au refus de l'amalgame qui, après la tuerie à *Charlie Hebdo*, vont empêcher une poussée d'islamophobie. N'a-t-on pas entendu, au lendemain de l'attentat, le conseiller national UDC [Wobmann](#) demander de refuser les requérants d'asile en provenance de Syrie et d'Irak pour prévenir les attentats?

Malgré le climat de rejet, voire de haine, d'une frange

importante de l'opinion et face au drame des migrations, la conseillère fédérale Sommaruga se doit de répondre aux organisations d'entraide. Comme le permet expressément la loi sur l'asile, le Conseil fédéral pourrait octroyer quelques milliers de permis provisoires à des personnes en danger, après avoir consulté les cantons, les œuvres humanitaires et le HCR.

Mais l'enjeu migratoire dépasse largement un pays isolé. La réponse ne peut être qu'à l'échelle du continent. Et Simonetta Sommaruga devrait confirmer ouvertement ce qu'elle a dit en octobre passé à Luxembourg lors de la réunion ministérielle de la Convention de Dublin: la disponibilité de la Suisse à une *clé de répartition obligatoire* des migrants entre tous les pays signataires.

Avec une péréquation solidaire, nous sommes au cœur de l'indispensable réforme de Dublin ([DP 2050](#)). Sa [réglementation](#) prévoit qu'un seul pays est responsable de traiter une demande d'asile: celui du premier accueil. C'est mettre en première ligne la Grèce, l'Italie, l'Espagne et les pays aux frontières de l'Est qui devraient enregistrer puis accueillir tout le flot des migrants.

La réalité est tout autre. Les enregistrements sont, volontairement ou non, lacunaires et trois quarts des requérants se concentrent en Suède, Allemagne, Italie,

Grande-Bretagne et en France. La Suisse fait aussi sa part. La simplification voulue initialement par le règlement de Dublin devient confusion et controverse. La vraie réforme consisterait à créer des centres d'accueil européens aux points d'entrée appliquant des critères unifiés d'acceptation de l'asile, puis de répartir équitablement les réfugiés dans chaque pays. A son échelle, la Suisse a vécu cet apprentissage ([DP 748](#)) qu'elle parachèverait avec la réforme Sommaruga en cours ([DP 2000](#)): elle applique depuis la fin des années 80 une clé de répartition des requérants qui a évité que seuls les cantons d'entrée ploient sous la charge - et finissent pas se rebeller -, tout en obligeant l'ensemble du pays à affronter le problème. L'Allemagne, longtemps hostile à une clé de répartition, y serait aujourd'hui favorable. Mais modifier la Convention nécessite l'unanimité des pays membres.

Selon le [Tages Anzeiger](#), la réforme que devrait prochainement proposer le Grec Dimitris Avramopoulos, commissaire européen aux migrations, accorderait plutôt la priorité au renforcement du contrôle aux frontières extérieures, mais aussi à une migration facilitée par un octroi plus large de la [Carte bleue](#) européenne permettant l'accueil de ressortissants de pays tiers bien formés. Ces nouveautés s'ajouteraient à la traditionnelle [aide](#) aux pays d'origine des migrants. Bref, un programme minimum...